liaison avec le chef du bureau des affaires économiques et le président du comité de surveillance des prix, de la coordination des renseignements et de l'organisation des recherches.

ART. 6. — L'original des procès-verbaux de constat sera transmis au procureur de la République. Une copie sera adressée pour information au Commissaire de la République (bureau des affaires économiques) et au président du comité de surveillance des prix.

ART. 7. — Les sanctions applicables en cas d'infraction aux dispositions qui précèdent sont celles prévues par la réglementation en vigueur.

ART. 8. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 21 novembre 1940.

L. MONTAGNÉ.

Limite d'âge scolaire et actes de notoriété

CIRCULAIRE N° 1916

*A Messieurs les Administrateurs des Colonies,
Commandants de Cercle et de Subdivision
administrative.*

Dans de précédentes instructions n° 1715 en date du 26 octobre 1940, je vous indiquais l'intérêt qui s'attache, dans la question de la détermination de l'âge scolaire, à des rapports suivis avec les représentants des missions.

En vue d'éviter aux élèves des déplacements inutiles, je vous prie, après entente avec les directeurs d'écoles et les missionnaires de votre résidence, d'organiser le plus tôt possible — pour les villages éloignés des centres d'état civil — une tournée qui sera consacrée à recueillir les déclarations et renseignements utiles en vue de l'établissement des actes de notoriété.

Dans le but, toujours, de faciliter la solution de cette question, j'ai décidé, en application des dispositions de l'article 53 de l'arrêté du 30 août 1929, d'exempter du droit de timbre de 6 francs, toutes les expéditions d'actes de notoriété que vous délivrerez dans ces conditions aux élèves, dont la plupart des familles, vous le savez, sont dépourvues de ressources suffisantes. Je vous invite à faire, dans ce but, une très large application de cette mesure.

Par ailleurs, il est évident que la communication éventuelle des livrets de catholicité et des certificats de baptême, n'a de valeur pratique que pour le passé.

En ce qui concerne les nouvelles admissions dans les écoles, la marge d'erreur ou de fraude reste insignifiante du fait que les candidats doivent être âgés de 7 ans; conformément à la réglementation en vigueur.

Dans ce dernier cas, ce n'est donc que lorsque les déclarations des parents vous apparaîtraient manifestement fausses ou erronées, qu'il vous appartiendrait de prendre l'attache des missionnaires.

Lomé, le 21 novembre 1940.

*Le Gouverneur des Colonies,
Commissaire de la République au Togo,*
L. MONTAGNÉ.

Stocks de produits

DECISION N° 697 bis nommant une commission-mixte chargée du contrôle du recensement des stocks de produits provenant des anciennes récoltes.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le radiotélégramme n° C. 83 du 10 octobre 1940 du Haut-Commissaire de l'Afrique française;

Vu la décision n° 601 du 18 octobre 1940 désignant une commission-mixte chargée d'assurer le contrôle du recensement des stocks de produits détenus par le commerce et provenant des anciennes récoltes;

Vu le radiotélégramme n° C. 119 du 19 novembre du Haut-Commissaire de l'Afrique française;

DECIDE :

ARTICLE PREMIER. — Est désignée comme suit la commission-mixte centrale chargée d'assurer le contrôle du recensement des stocks de produits détenus par le commerce et provenant des anciennes récoltes, ainsi que d'évaluer les prix loco-magasin port embarquement applicables à ces mêmes produits et les forfaits de mise à bord :

M. Moal, administrateur de 3 ^e classe des colonies, inspecteur des affaires administratives ad hoc	<i>Président</i>
M.M. Sanson, chef du bureau des finances,	<i>Membres</i>
Chautard, chef de la section des affaires économiques,	
Ambach, agent de la Compagnie française de l'Afrique occidentale, délégué permanent des exportateurs,	

Un représentant des exportateurs pour chaque produit considéré.

Assisteront la commission avec voix délibérative au point de vue technique en ce qui concerne respectivement l'état des magasins loués par l'administration et l'état de conservation des produits :

- M. Robert, inspecteur des produits;
- M. de Guise René, adjoint technique principal des travaux publics de l'A. O. F.

ART. 2. — Sont désignés comme représentants des exportateurs, pour chacun des produits du cru :

- M. Ambach, agent de la Compagnie française de l'Afrique occidentale, pour les oléagineux et le cacao;
- M. Curtat, agent de la Société Générale du Golfe de Guinée, pour le coton, le kapok et le tapioca;
- M. Trosselly, agent de la S. C. O. A., tous autres produits.

ART. 3. — La présente décision qui abroge la décision n° 601 du 18 octobre 1940 sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Lomé, le 22 novembre 1940.
L. MONTAGNÉ.